



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Guerre-a-la-guerre>

# Guerre à la guerre

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1976 - N° 741 - décembre 1976 -

Date de mise en ligne : jeudi 13 mars 2008

Date de parution : décembre 1976

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Nous aussi, sommes irrémédiablement attachés à la Paix. Nous approuvons la généreuse initiative de nos amis : tenter de secouer l'opinion sur une aussi inepte et monstrueuse calamité qu'est la guerre, est éminemment louable et civique.

Qu'ils nous permettent cependant de leur faire remarquer que nous restons quelque peu pessimistes sur le résultat positif de cette consultation parlementaire. Nous en avons vu de nombreuses d'ailleurs : appel contre les armements, appels pour la réduction du service militaire, appels pour l'objection de conscience, appels tragiques pour ceux qui sacrifieraient leur vie par la grâce de la faim, pour leur idéal de paix : les Ferjas, Leretour, Daunay, Lecoin, et bien d'autres encore... Quelques personnalités seulement intervinrent. Les grands Partis, même de gauche, restèrent muets.

Consultons-les à nouveau. S'il ne nous est pas permis trop d'illusion, nous aurons toujours grossi notre voix, « La Voix de la Paix ».

Un grand pacifiste clairvoyant, pour barrer la route à la première guerre mondiale, lança naguère du haut de la tribune : « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage » !

C'était Jean Jaurès. Il fut assassiné !

La pertinence de cette courageuse stigmatisation n'est-elle pas suffisamment établie par la condamnation à mort du grand tribun ?

Il ne se trouva personne pour reprendre son ultime alerte. Son sacrifice fut vain.

Ses adeptes politiques ne postulèrent, comme aujourd'hui encore, qu'un social-capitalisme. Les grandes campagnes pacifistes d'avant et d'après la dernière guerre ne revendiquèrent la Paix que dans le cadre économique qui conditionne la guerre.

Dernière Jacques DUBOIN, nous nous sommes engagés dans la voie perdue par Jean JAURES. Sa clairvoyante alarme, l'absence de tant de naturelles et farouches oppositions à la guerre, nous firent en rechercher les racines profondes.

Leur emprise résiduelle dans le processus : salaires- prix-profits. Elles sont devenues un des rouages de plus en plus indispensable de l'échange lucratif.

Nous déclarions d'ailleurs, au Cartel International de la Paix, il y a près de 20 années : « Vous voulez bannir la Paix sur les bases économiques qui conditionnent la guerre » !

Le pacifisme a fait du chemin depuis. En ajoutant à la proposition de loi cette clause sur la distribution du budget de la Défense Nationale à la collectivité sans contrepartie du travail fourni, l'U.P.F. ouvre la voie à la solution rationnelle, met l'accent sur le bon moyen d'amener la collectivité à lutter contre les armements. Nous sommes donc d'accord avec enthousiasme pour ce pas en avant.

C'est un pas décisif dans les préoccupations concrètes, car l'application de cet article nous projette d'emblée dans une économie où le salaire social sans contrepartie de travail fourni doit être instauré sur une large échelle.

Les industries, les équipements et études, les productions de tous objets qui rentrent dans les fournitures de guerre sont si étendues, si diverses, si imbriquées les unes aux autres (ne vont-elles pas des sous-vêtements au porte-avion... résumait J. DUBOIN et l'on pourrait ajouter : du couteau de cuisine à la bombe à hydrogène !) qu'il serait bien ardu de démanteler les intérêts liés par la suppression de l'activité économique des armements. Et, puisque l'U.P.F. en vient à admettre la distribution du budget de la Défense Nationale à la collectivité - sans contrepartie de travail fourni - elle nous rejoint dans notre conclusion de la revendication d'un SALAIRE ou REVENU SOCIAL, que la production des biens, toujours plus mécanisée, en voie d'automatisation croissante, exige, nécessairement pour son passage même à la consommation ?

Pourquoi ne pas en venir à la revendication du revenu social, puisque la lutte contre la guerre (suppression des armements) le requiert ?

Solution vers laquelle s'acheminent nos voisins d'outre-Atlantique - économiquement plus évolués - par la revendication du salaire garanti, pour les mois à venir, comme nous le mentionnions récemment. Les productions inutiles, nuisibles, en perdant leur rôle de volant de l'économie, y perdraient leur principale raison d'être.

La collectivité trouvant la sécurité de l'existence par le revenu social, abandonnera plus volontiers le « job » des armements ; les parlementaires même, qui sait ?... n'ayant plus la hantise du

## Guerre à la guerre

---

développement du chômage, se laisseront-ils  
solution armée.

peut-être aussi mieux convaincre de l'anachronisme de la

Ensemble, DERACINONS LA GUERRE.